



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/730
21 octobre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Point 23 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport sur la situation au Kampuchea est soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 42/3 du 14 octobre 1987.
2. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé ses résolutions 34/22 du 14 novembre 1979, 35/6 du 22 octobre 1980, 36/5 du 21 octobre 1981, 37/6 du 28 octobre 1982, 38/3 du 27 octobre 1983, 39/5 du 30 octobre 1984, 40/7 du 5 novembre 1985 et 41/6 du 21 octobre 1986, et a demandé qu'elles soient appliquées intégralement. Elle a également exprimé de nouveau sa conviction que le retrait de toutes les forces étrangères du Kampuchea, le rétablissement et la préservation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, le droit du peuple kampuchéen de décider de son sort et l'engagement de tous les Etats de ne pas s'ingérer et de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Kampuchea étaient les principaux facteurs de tout règlement juste et durable du problème kampuchéen.
3. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a pris acte du rapport du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea (A/CONF.109/12) et autorisé le Comité à se réunir quand il le faudrait. L'Assemblée a également confirmé sa décision de reconvoquer la Conférence en temps opportun et prié le Secrétaire général de fournir à la Conférence et au Comité spécial, sur une base régulière, les facilités qui leur seraient nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions.
4. L'Assemblée générale a en outre prié le Secrétaire général de continuer à suivre de près l'évolution de la situation et à user de ses bons offices pour contribuer à un règlement politique d'ensemble.
5. L'Assemblée générale a également lancé un appel afin qu'une aide d'urgence continue d'être fournie aux Kampuchéens qui étaient encore dans le besoin, en particulier ceux qui se trouvaient le long de la frontière thaïlandaise et dans les divers camps situés en Thaïlande et a prié le Secrétaire général d'intensifier ses efforts autant qu'il serait nécessaire afin de coordonner l'assistance humanitaire et d'en contrôler la répartition.

6. Comme ces dernières années, un certain nombre de communications concernant la situation au Kampuchea m'ont été adressées par les gouvernements intéressés et ont été distribuées en tant que documents officiels de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

7. Conformément à la résolution 42/3, le Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea a tenu plusieurs réunions au Siège en 1988. Il a aussi entrepris une mission de consultation à Beijing, Bangkok et Vienne du 27 juin au 8 juillet 1988. Le Comité a fait paraître un rapport sur ses activités (A/CONF.109/13).

8. Pendant la période à l'étude, j'ai continué, dans le cadre de ma mission de bons offices, à chercher une solution pacifique au problème. Ainsi, mon représentant spécial, M. Rafeeuddin Ahmed, et moi-même, avons suivi de près les diverses initiatives prises et les échanges diplomatiques qui ont eu lieu. Nous avons aussi été régulièrement en contact avec les parties et pays intéressés.

9. Au début de 1988, M. Ahmed a rencontré le Prince Norodom Sihanouk à Paris après deux séries d'entretiens tenues par le Prince avec M. Hun Sen en décembre 1987 et janvier 1988. Au début de juin, le problème a été examiné de manière assez détaillée avec le Vice-Président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères du Viet Nam ainsi qu'avec les ministres des affaires étrangères de la Chine et de l'Indonésie qui se trouvaient à New York à l'occasion de la quinzième session extraordinaire de l'Assemblée générale et troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

10. A la lumière de ces entretiens, j'ai estimé que le moment était venu de formuler un certain nombre de suggestions précises en vue de faciliter l'élaboration d'un cadre pour un règlement politique d'ensemble du problème. J'ai alors demandé à M. Ahmed de se rendre en Asie du Sud-Est afin de présenter ces suggestions aux quatre parties kampuchéennes, au Viet Nam, à la République démocratique populaire lao et à l'Association des pays d'Asie du Sud-Est (ANASE). M. Ahmed s'est donc rendu à Bangkok où il s'est entretenu séparément avec le Prince Sihanouk, M. Son Sann et M. Khieu Samphan. Il est ensuite allé à Hanoi, à Phnom Penh et à Vientiane puis est revenu à Bangkok où il s'est entretenu avec les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE à l'occasion de la vingt-cinquième réunion ministérielle annuelle de l'Association, le 4 juillet.

11. Au début de septembre M. Ahmed a de nouveau voyagé dans la région et s'est rendu à Kuala Lumpur, à Bangkok, à Hanoi, à Phnom Penh et à Vientiane pour faire le point de la situation à la lumière des faits intervenus entre-temps, en particulier l'initiative prise par le Mouvement des pays non alignés et la réunion informelle de Jakarta tenue à Bogor (Indonésie) du 25 au 28 juillet. A Kuala Lumpur, M. Ahmed a également rencontré le Prince Sihanouk.

12. Plus récemment, j'ai eu de nouvelles discussions à New York avec le Prince Norodom Sihanouk ainsi qu'avec les dirigeants des pays de la région présents à l'ouverture de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale et avec M. Leopold Gratz, Président de la Conférence internationale sur le Kampuchea.

* * *

/...

13. En vertu du mandat défini dans la résolution 42/7 de l'Assemblée générale ainsi que dans des résolutions antérieures, j'ai poursuivi mes efforts pour coordonner l'assistance humanitaire destinée au peuple kampuchéen le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, à l'intérieur du Kampuchea et en Thaïlande. Mon représentant spécial chargé de la coordination des programmes, M. S. A. M. S. Kibria, a maintenu d'étroits contacts avec les Etats Membres intéressés qui ont été périodiquement informés des besoins des programmes. Il a également tenu les donateurs, tant multilatéraux que bilatéraux, au courant des détails de la mise en oeuvre de ces programmes.

14. Au 1er octobre 1988, il y avait environ 292 000 Kampuchéens dans les sites d'évacuation situés le long de la frontière qui bénéficiaient de l'Opération frontalière de secours des Nations Unies. En outre, il y avait 14 000 réfugiés kampuchéens, se trouvant pour la plupart dans le centre d'accueil de Khao-I-Dang, qui bénéficiaient de l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Les deux groupes continuent de dépendre entièrement des secours fournis par la communauté internationale dont les contributions généreuses ont permis de financer intégralement les deux programmes.

15. La question de la sécurité et de la protection de la population dans les camps frontaliers et du respect de ses droits fondamentaux demeure l'une des principales préoccupations de la communauté internationale. Bien que le nombre de crimes violents dans les sites d'évacuation ait beaucoup diminué ces derniers mois, la situation demeure peu satisfaisante. Pour l'améliorer, le Gouvernement du Royaume de Thaïlande a récemment décidé de remplacer l'Equipe spéciale 80 par une nouvelle force, portant le nom de Groupe de protection des personnes déplacées, qui a été mise en place en août 1988. Ce nouveau groupe est censé travailler en étroite coordination avec l'Opération frontalière de secours des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge, en vue d'assurer la sécurité et la protection de la population dans les camps frontaliers. Le Groupe est composé de nouvelles recrues qui ont achevé leurs études secondaires et ont reçu une formation spéciale pour s'acquitter de leurs fonctions dans les camps. Je tiens à remercier le Gouvernement du Royaume de Thaïlande de cette initiative constructive.

16. Un autre fait positif survenu au cours des derniers mois a été l'expansion et l'amélioration des services d'enseignement primaire sur les sites d'évacuation. On s'efforce actuellement de former 2 000 enseignants et formateurs pédagogiques, de développer et d'améliorer les programmes scolaires, et de livrer les fournitures nécessaires pour garantir à tous les enfants d'âge scolaire l'accès à l'enseignement primaire. Des négociations sont en cours avec les autorités afin d'assurer la formation de personnel compétent et d'établir un système d'enseignement secondaire. On compte que les structures nécessaires à la formation d'enseignants seront bientôt mises en place. Dans l'ensemble, les perspectives d'extension de l'enseignement au niveau secondaire sont encourageantes.

17. Dans mon dernier rapport (A/42/608), j'avais informé l'Assemblée générale que l'impossibilité d'accéder librement et régulièrement à quatre sites d'évacuation avait rendu difficile le contrôle de l'assistance fournie. La situation s'est légèrement améliorée au début de 1988 mais s'est ensuite détériorée, au point que les services et fournitures reçus par l'un des camps ont dû être interrompus en

/...

mai, mesure qu'il faudra peut-être étendre aux trois autres camps. Je lance un nouvel appel à tous les intéressés, demandant leur pleine coopération afin de permettre à l'ONU de fournir librement des vivres et des services à la population civile, conformément à son mandat. Il est également essentiel que l'Organisation remplisse l'obligation qu'elle a contractée envers les pays donateurs et puisse rendre pleinement compte de l'utilisation de leurs contributions. Elle ne peut s'en acquitter efficacement que si elle fournit directement l'assistance et la contrôle effectivement.

18. M. Kibria a maintenu des contacts étroits avec le HCR et le Gouvernement royal thaïlandais concernant la question de l'avenir de Khao-I-Dang. Il a, à ce sujet, informé le Gouvernement qu'un transfert de la population de ce centre dans un autre camp ne devrait pas affecter son statut actuel. Le Gouvernement royal thaïlandais a récemment annoncé qu'il envisageait de transférer les réfugiés kampuchéens de Khao-I-Dang dans un nouveau camp situé à proximité du site d'évacuation No 2, précisant qu'ils continueraient de bénéficier de la protection du HCR et demeureraient placés sous la juridiction des autorités thaïlandaises compétentes. Une question très préoccupante demeure toutefois celle de la sécurité et de la neutralité des réfugiés dans le nouveau camp.

19. Les perspectives de rapatriement volontaire des Kampuchéens semblent s'être améliorées. Les parties intéressées ont clairement fait savoir qu'elles étaient disposées à coopérer avec le HCR afin d'accélérer l'examen des demandes de rapatriement pour des raisons humanitaires. Je m'en félicite et espère que des progrès tangibles seront réalisés dans un proche avenir.

20. L'assistance humanitaire de la communauté internationale destinée à la population se trouvant au Kampuchea continue d'être acheminée par l'Organisation des Nations Unies et les organisations bénévoles représentées à Phnom-Penh. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'efforce de venir en aide aux mères et aux enfants. Le Programme alimentaire mondial (PAM) fournit une assistance alimentaire. Le HCR contribue à la réinsertion des rapatriés. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fournit des intrants agricoles (engrais, insecticides et pièces de rechange pour le matériel d'irrigation). Le CICR et cinq Sociétés nationales de la Croix-Rouge fournissent des secours dans le domaine des soins médicaux. En outre, 16 organisations bénévoles assurent la majeure partie des secours humanitaires au Kampuchea dans les domaines de la production vivrière, de l'irrigation, des services de santé et de la réinsertion de la population.

21. D'après tous les indicateurs, la récolte en période de mousson devrait être meilleure en 1988 qu'en 1987. Toutefois, le Kampuchea subit encore les effets de la grave sécheresse qui a affecté les pays de l'Asie du Sud-Est en 1987. Si l'on enregistre certains signes d'amélioration, la situation alimentaire demeure précaire. L'assistance fournie par la communauté internationale en 1987 a contribué pour une large part à atténuer les effets de la sécheresse. Ayant effectué une étude commune sur la situation alimentaire et agricole, la FAO, le PAM et l'ONU ont estimé le déficit vivrier global à 180 000 tonnes de riz. Mais, grâce à l'assistance internationale qu'il a reçue, le Kampuchea a pu le ramener à 92 000 tonnes. Divers projets ont été proposés, qui doivent être mis en oeuvre par

/...

la FAO, afin d'aider le pays à faire face au déficit vivrier chronique et la population à devenir autosuffisante pour les produits alimentaires de base. M. Kibria a déjà lancé un appel en vue du financement de ces projets. J'espère que les pays donateurs y répondront favorablement, permettant ainsi à la FAO de les mettre en oeuvre dès que possible.

22. Je tiens à réaffirmer ma profonde gratitude à la communauté internationale pour l'aide généreuse qu'elle a apportée à ces programmes d'assistance humanitaire et à rendre hommage au dévouement du personnel de l'ONU et des autres organisations internationales et non gouvernementales qui ont mené à bien ces programmes avec tant d'efficacité et de succès, dans des conditions souvent difficiles et périlleuses.

* * *

23. J'ai dit l'an dernier que j'avais discerné certains signes d'évolution, espérant qu'elle se poursuivrait dans la bonne direction. Depuis lors, les différentes parties kampuchéennes et les autres pays intéressés ont engagé un dialogue qu'ils semblent résolus à poursuivre jusqu'à la mise au point conjointe d'un cadre en vue d'un règlement politique global. Il s'agit là d'une initiative encourageante, qui confirme que toutes les parties souhaitent abandonner la voie de la confrontation prolongée et stérile et parvenir à un règlement politique par le biais de négociations véritables et de concessions mutuelles.

24. Un plan de règlement global doit être conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et protéger efficacement les intérêts fondamentaux des parties intéressées et, en premier lieu, ceux du peuple kampuchéen. Les idées que j'ai soumises aux parties ont pour but d'aider à la concrétisation de ce processus. Je demeure à leur disposition pour les développer et examiner avec elles, dans le cadre de mes bons offices, tout autre moyen susceptible d'encourager les échanges diplomatiques en cours et de hâter les perspectives d'un règlement juste et durable du problème.

25. Je ne veux pas sous-estimer les questions importantes qui n'ont toujours pas été résolues, mais je suis convaincu qu'avec la bonne volonté et la coopération active de toutes les parties intéressées, il sera possible de rétablir la paix au Kampuchea dans un délai raisonnable et, partant, de mettre un terme aux cruelles souffrances qu'endurent les peuples de la région depuis si longtemps et de leur laisser espérer un avenir plus stable et plus prospère.
